

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
Documents officiels

TROISIÈME COMMISSION
28e séance
tenue le
jeudi 1er novembre 1990
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 28e SEANCE

Président : M. SOMAVIA (Chili)

SOMMAIRE

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : LUTTE INTERNATIONALE CONTRE L'ABUS ET LE TRAFIC
ILLICITE DES DROGUES

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : CONSEQUENCES NEFASTES POUR LA JOUISSANCE DES DROITS
DE L'HOMME DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AU
REGIME RACISTE ET COLONIALISTE D'AFRIQUE DU SUD (suite)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION
RACIALE (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.3/45/SR.28
6 novembre 1990

ORIGINAL : FRANÇAIS

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR : LUTTE INTERNATIONALE CONTRE L'ABUS ET LE TRAFIC ILLICITE DES DROGUES (A/45/3, chap. V, sect. D; A/45/495, A/45/535, A/45/536, A/45/542, A/45/652 et Add.1, A/45/301, A/45/303, A/45/329; A/C.3/45/4 et E/1990/39/Add.1)

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : CONSEQUENCES NEFASTES POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AU REGIME RACISTE ET COLONIALISTE D'AFRIQUE DU SUD (suite) (A/C.3/45/L.4)

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE (suite) (A/C.3/45/L.7)

1. Mlle ANSTEE (Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne et Coordinatrice de toutes les activités des Nations Unies liées à la lutte contre la drogue) dit qu'il serait dangereux de croire, parce que des périls plus directs, politiques et militaires, planent actuellement sur le monde, que cet autre danger qu'est le trafic des drogues a été repoussé. L'effroyable réalité est tout autre : le trafic des drogues vient au deuxième rang seulement après le trafic des armements et la production d'une seule drogue, la cocaïne, dépasse, selon les estimations, 200 000 tonnes métriques par an, chiffre qui donne une idée de l'ampleur de ce commerce d'autodestruction. L'ampleur du défi est telle que l'action entreprise pour le relever reste toujours en deçà des besoins.

2. Ce constat ne devrait pas cependant engendrer le découragement. Ces dernières années, la communauté internationale a élargi sensiblement son action, notamment dans le cadre des Nations Unies. La responsabilité de coordonner les programmes de lutte contre la drogue a été transférée du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale à New York au Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne. Ce transfert, qui est conforme aux recommandations du Groupe des Dix-Huit en faveur d'une rationalisation accrue des programmes de l'ONU, a eu pour avantage non seulement de réunir en un même lieu les trois grandes entités qui s'occupent de la drogue mais également de faciliter la coordination entre ces entités et les programmes sociaux (développement social, prévention du crime et justice pénale, jeunesse et famille) de l'Office des Nations Unies à Vienne.

3. Rétrospectivement, il apparaît que la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues tenue à Vienne en juin 1987 a marqué une étape cruciale, imposant la notion de responsabilité commune et amorçant le débat sur les moyens d'organiser la coopération pour lutter contre tous les aspects du problème. Le résultat de cette prise de conscience a été le Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues. Un an et demi plus tard, en décembre 1988, la communauté internationale a adopté la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes qui entrera en vigueur le 11 novembre de l'année en cours. Cette accélération des activités avec, comme toile de fond, les événements tragiques qui se sont déroulés en Colombie en septembre 1989, ont amené l'Assemblée générale à

(Mlle Anstee)

convoquer, en février 1990, la dix-septième session extraordinaire consacrée au problème des stupéfiants, laquelle a abouti à l'adoption d'une déclaration politique et d'un programme d'action mondial. Cette session extraordinaire a été suivie par la tenue à Londres, en avril 1990, du Sommet ministériel mondial sur la réduction de la demande de drogue et la lutte contre la cocaïne. Enfin, très prochainement aura lieu à Moscou la première réunion européenne des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues (HONLEA).

4. Tout aussi importants que ces grandes manifestations, bien que moins visibles, sont les efforts que déploie le Secrétariat dans le domaine de la coordination. Celle-ci s'est considérablement accrue, en particulier entre les trois grandes entités qui s'occupent de la drogue à Vienne. D'autre part, le fait que le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne soit également à la tête du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires a beaucoup facilité l'établissement de liens entre la lutte contre la drogue et les programmes destinés, entre autres, à combattre la criminalité. De fait, à l'échelle du système, non moins de 25 organismes, entités et départements s'occupent d'une manière ou d'une autre de la question de la drogue. Grâce à la Réunion spéciale interorganisations sur la coordination des activités dans la lutte internationale contre l'abus des drogues, que préside Mlle Anstee et qui siège deux fois par an, la coordination a été facilitée quant au fond et pas seulement sur le plan administratif. D'autre part, le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues qui a été adopté à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale et lors de la dix-septième session extraordinaire contribue également à faciliter la coordination en indiquant très clairement ce que font les trois services de Vienne chargés du contrôle des drogues, le montant estimatif des ressources dont ils disposent à cette fin, ainsi que les fonds supplémentaires à prévoir pour qu'ils puissent exécuter intégralement leurs mandats. Ce plan d'action à l'échelle du système a d'ailleurs fait l'objet d'un additif afin d'y inclure, en particulier, les nouveaux mandats découlant du Programme d'action mondial. Enfin, le rapport annuel du Secrétaire général (A/45/542) a fait l'objet d'une nouvelle présentation de façon à rendre compte en détail des activités déployées par chaque organisation au cours d'une année donnée.

5. Dotée ainsi d'un cadre juridique très complet, l'Organisation des Nations Unies doit désormais renforcer l'aspect opérationnel de la lutte contre la drogue, c'est-à-dire, entre autres, aider les pays qui le demandent à remplir les obligations qu'ils ont contractées en vertu des instruments internationaux pertinents. Les efforts dans ce domaine ont porté essentiellement sur la réduction de la demande. Comme il est recommandé au paragraphe 13 du Programme d'action mondial, les premières mesures ont été prises en vue d'établir un système international d'évaluation de l'abus des drogues. De même, conformément au paragraphe 15 dudit Programme, la Division des stupéfiants a adressé à tous les gouvernements, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organisations non gouvernementales un questionnaire sur les mesures prises en vue de réduire la demande de stupéfiants et, sur la base des réponses qu'elle aura reçues, fera rapport à la Commission des stupéfiants. Enfin, les recommandations de toutes les réunions internationales de haut niveau sont sur le point d'être diffusées, et seront complétées ultérieurement par un échange beaucoup plus large de données d'expérience concrètes dans ce domaine extrêmement difficile mais

(Mlle Anstee)

néanmoins crucial de la réduction de la demande. Désormais, l'accent est mis sur ce thème lors des réunions interorganisations et dans le cadre de la coopération étroite et quotidienne qui s'est instaurée notamment avec l'Organisation mondiale de la santé.

6. En application de la résolution 44/142 de l'Assemblée générale, un Groupe d'experts s'est réuni deux fois à Vienne au cours de l'été afin d'étudier les conséquences économiques et sociales du trafic illicite des drogues, en particulier l'incidence du transfert et du blanchiment des fonds provenant du trafic de drogues sur les systèmes financiers ainsi que les modalités et les itinéraires de ces fonds. A cet égard, il est encourageant de constater que les grands organismes de financement s'inquiètent, eux aussi, des répercussions du phénomène de la drogue sur les pays en développement. L'an dernier, la Banque mondiale a examiné les incidences de la production de coca sur les perspectives économiques de la Bolivie. Cet examen a montré à quel point l'économie bolivienne était tributaire du revenu de la drogue. Il a également mis en relief la nécessité d'améliorer les conditions de vie de la population bolivienne, en particulier dans la région de l'altiplano. De la même manière, l'Office des Nations Unies à Vienne coopère étroitement avec les autorités péruviennes qui ont pris des mesures courageuses sur le plan économique en vue de lutter contre la drogue sans nuire au développement du pays.

7. Un autre volet important de l'action menée par l'ONU contre la drogue est l'assistance juridique fournie aux pays qui en font la demande afin que ceux-ci puissent modifier leur législation et être ainsi à même de ratifier la Convention de 1988. Grâce à des contributions extrabudgétaires, la Division des stupéfiants est désormais en mesure de fournir l'assistance demandée au paragraphe 52 du Programme d'action mondial.

8. Le contrôle de l'utilisation des substances chimiques essentielles, qui est recommandé au paragraphe 45 du Programme d'action mondial, fait également l'objet d'une attention accrue. Le laboratoire de la Division des stupéfiants s'appuiera sous peu ses recommandations touchant les méthodes à utiliser pour détecter les précurseurs et les substances chimiques utilisées dans la fabrication illicite de drogues.

9. L'avenir du Programme des Nations Unies en matière de lutte contre la drogue dépend de sa structure et de ses ressources. Consciente de la nécessité de renforcer l'efficacité de cette structure, l'Assemblée générale a demandé, dans sa résolution 44/141, la nomination d'un groupe d'experts appelés à conseiller et à assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des Nations Unies. Le Groupe s'est réuni trois fois à Vienne au cours de l'été 1990 et ses recommandations font l'objet du rapport A/45/652. Il incombe maintenant aux délégations de faire connaître leurs vues sur cette importante question.

10. Pour ce qui est des ressources, si certains gouvernements se sont montrés généreux, en particulier pour ce qui est d'assurer le financement extrabudgétaire des activités opérationnelles du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, financement qui se situe actuellement aux alentours de

(Mlle Anstee)

70 millions de dollars, il n'en reste pas moins que les ressources - guère plus de 4 millions de dollars par an - dont disposent les autres entités qui s'occupent de la drogue, à savoir la Division des stupéfiants et le Secrétariat de l'Organe international de lutte contre les stupéfiants sont véritablement dérisoires. Or, il est impératif de disposer des fonds nécessaires pour financer, au cours du présent exercice biennal, les 20 postes additionnels que requièrent la Division des stupéfiants et l'OICS. Mlle Anstee espère qu'une décision favorable relative à ce financement sera prise au cours de la quarante-cinquième session. Il faut bien comprendre que, sans ces postes, les tâches qui ont été confiées aux organes de lutte contre la drogue dans le Programme d'action mondial ne pourront pas être exécutées.

11. M. DI GENNARO (Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues) dit que l'efficacité de l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies aux gouvernements qui luttent contre les diverses manifestations de l'abus des drogues fait l'objet d'une évaluation continue. Dans l'ensemble, les rapports d'évaluation que le FNUAD soumet aux pays bénéficiaires et aux pays donateurs ont montré jusqu'à présent que le programme du Fonds avait obtenu des résultats positifs. Bien entendu, le FNUAD a uniquement pour rôle de compléter l'action entreprise à l'échelle mondiale, en particulier par les pays eux-mêmes, pour lutter contre la toxicomanie ainsi que le trafic et la production de drogues.

12. Malgré le bon travail qui a été fait au cours des trois dernières décennies, il n'en demeure pas moins que le phénomène s'étend et acquiert des dimensions toujours plus préoccupantes. En dépit du caractère positif des programmes nationaux, l'évaluation de la situation mondiale dans le domaine de l'abus des drogues accuse une détérioration constante.

13. Pourtant, les appels de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'une mobilisation générale ne sont pas restés sans écho. La Commission des stupéfiants s'est réunie chaque année. Le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ont consacré à la question des drogues un temps et une attention considérables et une session extraordinaire de l'Assemblée portant sur cette question a été convoquée. Le FNUAD, quant à lui, n'a pas ménagé ses efforts pour aider les pays qui ne disposaient pas de moyens suffisants à lutter contre ce fléau.

14. Néanmoins, malgré toute la reconnaissance due aux pays donateurs, et en particulier aux principaux d'entre eux, force est de constater que les ressources dont dispose l'ONU pour combattre la drogue sont loin d'être comparables à celles que possèdent les trafiquants et leur comparses. Dans ces conditions, la conclusion s'impose que la prestation d'une assistance aux pays ne suffit pas. L'expérience a montré que seule une action coordonnée dans les domaines les plus critiques, où les problèmes de la production illicite, du trafic, de la toxicomanie et du crime organisé apparaissent étroitement liés, peut être efficace. D'où l'importance d'une intervention à l'échelon sous-régional allant de pair avec l'assistance traditionnelle fournie aux divers pays. Cette nouvelle approche repose sur la volonté des pays de la sous-région d'élaborer un programme commun. Cela suppose une participation étroite des Nations Unies à l'exécution des projets et une surveillance mutuelle et continue de la part des pays concernés.

(M. Di Geunaro)

15. Les programmes sous-régionaux sont particulièrement adaptés aux zones frontalières où il s'agit d'empêcher le passage des substances illicites et d'intercepter celles-ci. Ils facilitent également l'élimination des cultures illicites dans de telles zones ou à proximité.

16. La Commission des stupéfiants et la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrées à la drogue ont déjà fait leur cette approche, qui figure d'ailleurs dans le Programme d'action mondial. Le FNULAD, pour sa part, n'a pas tardé à identifier les régions devant faire l'objet d'une attention prioritaire, notamment le Triangle d'or, le Croissant d'or et la sous-région andine. C'est ainsi qu'une mission du FNULAD s'est rendue au Myanmar en décembre 1989 afin d'examiner avec le Gouvernement de ce pays les avantages de l'approche sous-régionale. La réaction des autorités a été résolument positive. A la suite d'une seconde mission de représentants du FNULAD au Myanmar et en Thaïlande, ces deux pays ont établi des contacts en vue d'une action commune à laquelle le Gouvernement chinois serait également disposé à participer. Lors de la réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic des drogues dans la région de l'Asie et du Pacifique, qui s'est tenue récemment à Beijing, le représentant du FNULAD a poursuivi le dialogue avec des représentants des Gouvernements chinois et myanmar. Une réunion de planification en vue du lancement d'opérations conjointes bénéficiant de l'assistance du FNULAD aura lieu ultérieurement. Le Gouvernement lao a également manifesté un intérêt pour la stratégie qui est en cours d'élaboration dans le Triangle d'or.

17. L'initiative prise en février 1990 par le Président afghan Najibulah de suggérer la création d'une commission spéciale qui élaborerait un plan d'action dans les zones frontalières de l'Afghanistan et du Pakistan, prouve qu'une action positive est également en train de se dessiner dans la région que l'on appelle le Croissant d'or. Par ailleurs, les autorités iraniennes ont fait savoir à l'Organe international de contrôle des stupéfiants qu'elles seraient disposées à coopérer avec l'Afghanistan et le Pakistan. Ces pays bénéficient depuis plusieurs années de l'assistance du FNULAD dans les activités qu'ils mènent pour lutter contre la drogue. On peut donc légitimement penser que des programmes sous-régionaux dans cette partie du monde sont désormais viables.

18. Suite à une résolution adoptée en septembre 1989 par les ministres de l'agriculture de la sous-région andine, dans le contexte de l'accord de Cartagène, tendant à élaborer un plan d'action régional pour l'élimination de la culture illicite de la coca, le FNULAD a envoyé une mission d'experts dans la région afin d'élaborer une série de projets qui rendront l'approche sous-régionale véritablement opérationnelle.

19. Cette approche qui implique un dialogue continu avec les pays bénéficiaires a également été soumise à l'attention des pays donateurs afin de recueillir leurs vues et, en dernière instance, leur appui financier.

20. M. RAMOS GALINO (Directeur de la Division des stupéfiants) dit que la Division a reçu une centaine de rapports annuels d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou parties aux traités internationaux relatifs au contrôle des stupéfiants. Il en ressort que les saisies de drogues illicites ont considérablement augmenté en 1989 et en 1990. Malheureusement, cette augmentation n'est pas uniquement due à l'efficacité accrue des services nationaux de répression. Certes, ceux-ci ont mieux coordonné leur action aux niveaux national, bilatéral, régional et interrégional mais cette augmentation s'explique aussi par le volume également en hausse du trafic illicite. La preuve en est que les confiscations n'ont apparemment influé ni sur les prix des stupéfiants ni sur l'offre. Pour réduire celle-ci, il convient de mettre en place des programmes de destruction massive et de remplacement des cultures liées à la drogue en veillant à ne pas nuire à l'environnement et en accompagnant cette action de mesures de développement agro-industriel. C'est pourquoi la Division élabore actuellement un programme de télédétection, espérant dresser la cartographie des cultures illicites avant la fin du siècle. Un groupe d'experts, comprenant des représentants des Etats-Unis, de l'URSS et de la France, s'est réuni à cette fin en 1989; pour 1989 et 1990, le programme en question bénéficie de l'appui financier de la Communauté économique européenne.

21. Il ne suffit pas de lutter contre l'offre illicite de drogues car la complexité du problème des stupéfiants ne s'arrête pas là. La communauté internationale doit aussi réduire la demande. A cet égard, les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement, les partis politiques, les syndicats, les organisations sportives, les associations religieuses et les médias ont un grand rôle à jouer, en particulier pour ce qui est de sensibiliser les jeunes aux dangers de la drogue.

22. C'est dans cet esprit que la Division des stupéfiants oeuvre à l'élaboration de méthodes homogènes permettant de recueillir et de compiler des données relatives à l'abus des drogues aux niveaux national, régional et mondial. La Division a aussi lancé des programmes en vue d'échanger, à l'échelon régional, des données d'expérience nationales et locales concernant la prévention et la réduction de la toxicomanie et d'associer à ce combat toutes les forces vives des collectivités.

23. La Division est parvenue ainsi à multiplier à l'échelon local les projets pilotes en matière de prévention de la toxicomanie et de traitement et de réinsertion sociale des toxicomanes; ces projets constituent un des moyens les plus efficaces et les moins coûteux dont disposent les gouvernements pour prévenir l'abus des drogues et en atténuer les conséquences néfastes.

24. L'article 14 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes évoque la demande illicite de stupéfiants et les souffrances humaines qui y sont liées. Si l'on veut remédier à cet état de choses, il est indispensable de mieux connaître les mécanismes psychologiques qui déclenchent la toxicomanie et élaborer de meilleures méthodes de traitement et de réinsertion sociale.

(M. Ramos Galino)

25. La Division des stupéfiants fournit aux pays une assistance technique pour l'analyse en laboratoire de la drogue confisquée. Par ailleurs, grâce à des fonds extrabudgétaires versés par le Royaume-Uni et la France, elle offre des conseils juridiques à une vingtaine de pays qui souhaitent harmoniser leur législation nationale avec la Convention de 1988.

26. Pour ce qui concerne la coopération régionale et interrégionale, vivement encouragée par la Division, il existe désormais un réseau mondial de mécanismes régionaux de coopération. En 1990, il est prévu plusieurs réunions régionales des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues dont certaines se sont déjà tenues. La conjoncture politique rend possible une plus grande coopération régionale et interrégionale, en particulier au niveau des ministères de l'intérieur, de la justice et des relations extérieures. Cette coordination sera de plus en plus nécessaire si l'on veut véritablement appliquer la Convention de 1988, qui est un des instruments les plus utiles dont dispose la communauté internationale pour lutter contre le trafic de drogues. On s'en convaincra au vu des événements de Colombie, où le Gouvernement démocratiquement élu affronte avec courage ceux qui menacent les institutions politiques et juridiques du pays. La communauté internationale doit d'urgence apporter son appui au Gouvernement colombien.

27. L'application concertée et simultanée de la Convention par tous les Etats permettrait de confisquer le produit tiré du trafic des drogues, d'arrêter et, le cas échéant, d'extrader les trafiquants, de réunir contre eux, grâce à l'entraide judiciaire, toutes les preuves nécessaires, d'entraver le trafic par voie terrestre, maritime ou aérienne et, par là, de secourir, outre la Colombie, le Pérou et la Bolivie, également menacés de déstabilisation.

28. M. Ramos Galino souligne le caractère dissuasif, dans le cas des trafiquants, des peines de prison et des confiscations de biens et, s'agissant des fonctionnaires gouvernementaux qui participent à des activités illicites, des sanctions administratives et pénales.

29. Avec la ratification de la Convention par l'Espagne en août 1990, le processus d'entrée en vigueur de la Convention a commencé, alors que deux années ne se sont pas encore écoulées depuis son adoption. Vingt-sept pays, dont M. Ramos Galino donne la liste, l'ont déjà signée ou ratifiée. Le Directeur de la Division des stupéfiants invite les pays qui ne l'ont pas encore fait à adhérer le plus rapidement possible à la Convention en vue d'en assurer l'application à l'échelon mondial.

30. Mme GOUGH (Présidente de l'Organe international de contrôle des stupéfiants) dit que l'OICS a adopté son rapport pour 1990, qui sera transmis aux gouvernements début décembre. Il sera examiné lors de la prochaine session de la Commission des stupéfiants et, en application de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, transmis au Conseil économique et social avec les observations de la Commission.

(Mme Gough)

31. Malgré les mesures prises par la communauté internationale, une action plus résolue et plus novatrice encore doit être entreprise pour faire face au problème des stupéfiants, en particulier à celui de la réduction de la demande. La réduction de la production et de l'offre reste aussi un impératif, mais elle n'aura d'effet durable que si elle va de pair avec l'organisation d'activités économiques de remplacement. Enfin, l'OICS estime que les pays concernés devraient intervenir d'urgence pour empêcher les trafiquants d'acquérir les armes, les explosifs, les avions et les bateaux dont ils ont besoin pour mener leurs activités illicites et commettre leurs actes de terrorisme.

32. Le contrôle des substances utilisées à des fins médicales et scientifiques est un élément essentiel des efforts que déploie la communauté internationale pour prévenir l'abus des drogues. En général, le système érigé par la Convention de 1961 continue de fonctionner de façon satisfaisante; les détournements de drogues à des fins illicites restent relativement rares, en dépit du nombre considérable de transactions.

33. En ce qui concerne les substances psychotropes figurant au Tableau II de la Convention sur les substances psychotropes de 1971, l'OICS a agi avec succès. Ainsi, l'Organe a pu mettre un terme aux détournements massifs d'amphétamines et de méthqualone constatés à la fin des années 70 et au début des années 80. Les mesures recommandées par l'Organe ont été à cet égard décisives. Un grand nombre de gouvernements les appliquent depuis plusieurs années et elles devraient être incorporées à la Convention. Pour ce faire, il suffit qu'une partie à la Convention en prenne l'initiative en invoquant la procédure d'amendement prévue à l'article 30. S'agissant des Tableaux III et IV, les contrôles commencent seulement à porter leurs fruits; il faudra, pour progresser, que certains pays fabricants et exportateurs ainsi que certains pays importateurs agissent avec plus de détermination.

34. L'Organe se félicite de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes adoptée en 1988. Il espère que les pays qui n'y sont pas encore parties la ratifieront rapidement et en appliqueront d'ores et déjà les dispositions. En 1991, l'Organe présentera à la session de la Commission des stupéfiants son premier rapport relatif à l'application de l'article 12, qui concerne les précurseurs. L'adoption et l'application de lois réglementant le commerce national et international des précurseurs utilisés pour la fabrication illicite de drogues revêtent une importance primordiale. C'est par ce moyen qu'un pays est parvenu en 1988 à réduire de 50 % ses exportations vers l'Amérique du Sud de produits chimiques nécessaires à la fabrication de la cocaïne.

35. On connaît les plans détaillés adoptés par les Nations Unies ces dernières années pour lutter contre la drogue. L'OICS est très préoccupé par les ressources qui leur sont affectées et qui ne sont en aucune façon proportionnelles à l'ampleur du problème. Ainsi, l'Organe lui-même est dans l'impossibilité de s'acquitter de son mandat, à savoir poursuivre un dialogue permanent avec les gouvernements et envoyer des missions sur place, s'il ne dispose pas de moyens adéquats. Les responsabilités de l'Organe sont inscrites dans les traités et réaffirmées dans le

(Mme Gough)

Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues. En l'état actuel des choses, l'Organe se voit presque totalement empêché d'organiser des missions pour le reste de l'exercice biennal parce que les crédits ouverts à cette fin ont été nettement réduits. En vertu de la Convention de 1961, l'Organisation des Nations Unies assume les dépenses de l'Organe dans des conditions qui sont déterminées par l'Assemblée générale (art. 6). A la demande de l'OICS, Mme Gough lance un appel pour que les ressources budgétaires initialement allouées à l'Organe soient rétablies.

36. Au cours des derniers mois, l'OICS a suivi avec un grand intérêt les travaux visant à renforcer l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'ONU (A/45/652 et Add.1), entrepris en application de la résolution 44/141 de l'Assemblée générale. Mme Gough note avec satisfaction que les dispositions contenues dans le rapport du Secrétaire général maintiennent l'indépendance technique de l'Organe. Les parties ont toujours attaché une grande importance au caractère technique et non politique de l'Organe, étant donné les responsabilités, presque judiciaires pour certaines, qui lui sont conférées dans les traités. Les arrangements décrits par le Secrétaire général établissent clairement que le Secrétaire et le secrétariat de l'Organe continueront de relever directement de l'Organe pour les questions de fond. Toutefois, le secrétariat restera naturellement placé sous l'autorité du Secrétaire général pour les questions administratives et fera par conséquent rapport au directeur exécutif du futur organisme des Nations Unies pour la lutte contre la drogue sur les questions administratives ainsi que sur celles qui ont trait à la coordination générale des activités des Nations Unies en matière de lutte contre la drogue. L'Organe fera tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer au renforcement de ces activités et inciter les gouvernements à agir de concert.

37. M. TRAXLER (Italie), prenant la parole au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, dit que l'abus, la production et le trafic illicites des drogues, qui n'épargnent pratiquement aucun pays, ont pris des proportions telles que l'on peut parler d'une crise structurelle. Cette situation non seulement met en jeu le sort des individus, des familles et de communautés entières, mais risque également de saper les fondements politiques, économiques et juridiques de nos sociétés.

38. Nombre de gouvernements ont réagi contre ce péril et renforcé les programmes visant à réduire la demande et l'offre des drogues illicites. Il est essentiel cependant qu'une véritable concertation régionale et internationale relaie cet effort, si l'on veut s'attaquer résolument à ce fléau universel. L'ONU est la toute première consciente de cette nécessité, à en juger par les instruments internationaux qu'elle a fait adopter, dont la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. La Communauté européenne et ses Etats membres ont signé cette importante convention qui doit entrer en vigueur le 11 novembre; ils l'ont ratifiée ou s'apprêtent à le faire et demandent aux autres Etats de s'engager sur cette voie.

(M. Traxler, Italie)

39. Il importe à présent, dans le cadre du Programme d'action mondial, de s'attacher à la mise en oeuvre tant de ces instruments juridiques que des nombreuses déclarations politiques adoptées à la Conférence de Vienne, à la dix-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale et au Sommet ministériel de Londres, et du Schéma multidisciplinaire complet. La Communauté européenne et les Etats qui en font partie attachent une importance particulière aux dispositions du Programme relatives aux mesures de suivi, qui doivent permettre d'évaluer les progrès accomplis dans sa mise en oeuvre.

40. La Communauté européenne et ses Etats membres sont convaincus de la nécessité pour l'ONU de créer sans délai une structure unifiée dans le domaine de la lutte contre l'abus et le trafic illicite de stupéfiants. Dirigé par un fonctionnaire de très haut niveau rendant compte directement au Secrétaire général, cet organe devra coopérer étroitement avec le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, l'OMS et les autres organismes compétents des Nations Unies. Encore faut-il, comme le demande le Programme, allouer aux activités de lutte contre la drogue les ressources financières, humaines et autres qui sont nécessaires et élaborer le budget en conséquence. D'autre part, la Communauté européenne attend avec intérêt le rapport du Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques de l'abus des drogues.

41. Décidés à agir en priorité et d'une manière coordonnée pour réduire la demande de drogues, la Communauté européenne et ses Etats membres mettent en oeuvre de nombreux programmes axés sur la dissuasion, la prévention, l'éducation, le traitement et la réinsertion sociale, en insistant sur la nécessité de témoigner aux toxicomanes le respect dû à la personne humaine.

42. Dans la perspective du marché unique de 1993, l'accent est mis sur le renforcement du contrôle aux frontières pour contrecarrer le trafic illicite des drogues, sur la coopération entre les autorités de douane et de police des Etats membres, et sur le rapprochement des législations nationales. Des mesures préventives ont été prises, d'autre part, pour contrôler le commerce des précurseurs. Tous les gouvernements doivent se convaincre de la nécessité d'empêcher à tout prix les trafiquants de drogues, tout comme les institutions financières, de tirer profit de ce trafic, interdire le blanchiment de l'argent de la drogue et conclure des accords de coopération en ce sens.

43. Pour réduire la production de drogues et en démanteler le trafic, il est indispensable d'adopter une approche globale du développement rural et de mettre en oeuvre des programmes visant à substituer à la drogue d'autres cultures viables. La Communauté européenne fait un gros effort sur ce plan; dans le cadre de la coopération bilatérale, elle aura consacré en 1990 près de 12 millions de dollars pour aider les pays en développement à prévenir et réduire la consommation et à développer des cultures de remplacement, et pour leur fournir à cette fin des spécialistes. D'autre part, la participation de la CEE et de ses Etats membres au FNU-LAD représente plus de 75 % du total des contributions. Les Douze espèrent que d'autres Etats se joindront à eux pour permettre au Fonds d'aider davantage de pays. Ils se félicitent en particulier de la coopération qui s'est instaurée entre l'OICS et l'OMS pour résoudre le problème posé par le lien existant entre l'abus des drogues et le SIDA.

(M. Traxler, Italie)

44. Attentifs aux mesures régionales qui doivent étayer les initiatives internationales, la Communauté européenne et ses Etats membres ont créé de nombreux mécanismes afin d'intensifier leur coopération, notamment un groupe de coordonnateurs de haut niveau, un groupe de travail s'occupant des aspects internationaux du problème de la drogue, le Groupe de Trevi qui comprend les ministres de la justice et de l'intérieur, un groupe d'assistance mutuelle entre les autorités douanières, un groupe "Toxicomanie" qui s'occupe des problèmes de santé publique, enfin le Groupe Pompidou, qui réunit 20 pays, dont les Douze, dans le cadre du Conseil de l'Europe et qui s'efforce à présent de resserrer les liens de coopération avec les pays de l'Europe centrale et de l'Est.

45. S'agissant d'évaluer la situation dans des régions déterminées, on ne peut qu'être préoccupé par l'accroissement de la production et du trafic illicite dans les régions dites du Triangle d'or et du Croissant d'or. En revanche, on enregistre une amélioration en Amérique latine. La Communauté européenne est disposée à développer ses programmes bilatéraux d'aide aux pays de ces régions et d'autres régions, dont ceux d'Afrique et des Caraïbes, dès lors qu'ils souhaitent coopérer à l'effort commun de lutte contre le fléau de la drogue. Il est grand temps, face à l'ampleur du phénomène, que la communauté internationale renforce sa cohésion et traduise les déclarations politiques en des actions concertées.

46. M. MONTAÑO (Mexique) dit que le Groupe d'experts des pays développés et des pays en développement appelés à conseiller et à assister le Secrétaire général en vue d'accroître l'efficacité du dispositif de lutte contre l'abus des drogues de l'ONU, conformément à la résolution 44/141 de l'Assemblée générale, a consigné les résultats de ses travaux dans un rapport remis au Secrétaire général dès le 27 juillet. Aussi s'étonne-t-il que ce document n'ait été distribué aux membres de la Commission que le matin même.

47. Pour rédiger son rapport, le Groupe, où le représentant du Mexique siège à titre personnel, a consulté de nombreux membres des organes de lutte contre la drogue qui existent actuellement et pris connaissance de toute la documentation disponible. Au terme de son analyse, il a proposé au Secrétaire général de créer une structure efficace qui, à partir des ressources existantes mais organisées différemment, bénéficierait d'un appui financier mieux assuré et permettrait une véritable multilatéralisation des programmes et des ressources dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues.

48. Le Groupe s'est voulu réaliste en proposant une structure propre à assurer une coordination efficace des activités des organes des Nations Unies avec les autres organismes internationaux qui oeuvrent dans ce domaine. Parmi les différentes options qu'il a étudiées, le Groupe a retenu celle qui consiste à créer, à partir des trois secrétariats actuels, un secrétariat unique, dirigé par un fonctionnaire de très haut rang, chargé d'assurer la coordination avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, au sein et en dehors du système des Nations Unies, et de réunir les fonds nécessaires pour réaliser des activités opérationnelles et de coopération technique. Ces activités jouent un rôle très

(M. Montaña, Mexique)

important dans la mesure où elles visent à aider les gouvernements à mettre en oeuvre les dispositions des conventions internationales en la matière, ainsi que les recommandations du Schéma multidisciplinaire complet et du Programme d'action mondial. Le Groupe espère que les ressources qui, dans la structure actuelle, font partie du FNUAD seront ainsi utilisées de manière plus efficace et plus rationnelle. Il estime que le nouvel organisme devrait être établi à Vienne, siège de la Commission des stupéfiants et de l'OICS notamment, et qu'il devrait rester en contact étroit avec le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, en sorte de pouvoir utiliser les services administratifs et financiers existants sur place.

49. Tout en notant avec satisfaction que le rapport du Secrétaire général (A/45/652 et A/45/652/Add.1) traduit bien l'esprit des propositions du Groupe, le représentant du Mexique tient à préciser - ce que le rapport ne fait pas - que les secrétariats actuels devraient être fusionnés pour ne plus constituer qu'une seule unité. Compte tenu des incidences économiques, sociales et culturelles de la question des drogues, le Groupe souhaite que le haut fonctionnaire appelé à diriger cette nouvelle structure oeuvre en liaison étroite avec le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale. Le Groupe fait une recommandation qu'on ne retrouve pas dans le rapport du Secrétaire général; elle vise à créer un comité consultatif, composé de membres de la Commission des stupéfiants sur une base géographique équitable, chargé de conseiller le responsable de la nouvelle structure pour tout ce qui touche aux contributions volontaires destinées au financement des activités opérationnelles ou d'assistance technique.

50. Le renforcement de l'efficacité de la structure dépend aussi de l'amélioration du fonctionnement des organes intergouvernementaux du système, en particulier de la Commission des stupéfiants. Il appartient au Conseil économique et social, puisque la Commission est une commission technique relevant de lui, d'analyser le fonctionnement de cet important organe et d'y apporter les changements nécessaires.

51. Sur le plan national, le Mexique mène une lutte implacable contre le trafic des drogues : au cours des 22 derniers mois, près de 13 000 hectares de culture illicite ont été détruits et d'importantes saisies de stupéfiants ont été effectuées, tandis que 472 organisations se livrant au trafic international de drogues ont été démantelées et plus de 20 000 personnes opérant dans leur sillage arrêtées. La saisie de près de 9 000 armes à feu, la plupart de gros calibre, illustre le lien qui existe entre le trafic des drogues et la contrebande d'armes, unis dans une alliance criminelle qui, cette année, a fait 62 victimes parmi ceux qui la combattent.

52. En conclusion, le Mexique réaffirme sa conviction que la lutte contre le trafic de drogues ne sera couronnée de succès qu'à la condition d'être menée dans le cadre d'une coopération internationale respectueuse de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays qui y participent.

53. M. WALKER (Jamaïque) se plaît à souligner les progrès enregistrés dans la lutte contre la drogue depuis l'adoption par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session de la résolution 44/141, qu'il s'agisse de renforcer la coopération internationale ou d'aider les pays qui le demandent. Il y a eu d'abord l'adoption, lors de la dix-septième session extraordinaire, de la Déclaration politique et du Programme d'action mondial, suivie de la création d'un groupe international de 15 experts - parmi lesquels un expert jamaïcain - chargé de conseiller et d'aider le Secrétaire général. Le groupe a présenté depuis un ensemble de recommandations concernant le fonctionnement et la structure d'un organisme de l'ONU qui serait chargé de la lutte contre la drogue. Il s'agirait d'une entité unique dans laquelle seraient intégrées toutes les activités menées jusqu'à présent par les différents organismes de l'ONU qui s'occupent à Vienne de la lutte contre la drogue. Elle serait dirigée par un fonctionnaire de très haut rang. Le représentant de la Jamaïque appuie sans réserve les propositions détaillées faites par le groupe au sujet de cette nouvelle structure, telles qu'elles viennent d'être rappelées par le représentant du Mexique. Quant aux propositions formulées dans le rapport du Secrétaire général (A/45/652) et qui sont tout à fait compatibles avec les recommandations du Groupe d'experts, la Jamaïque croit que l'Assemblée générale pourrait arriver à un accord sur cette question à la présente session.

54. La nouvelle structure à créer d'ici le 1er janvier 1991 selon le rapport du Secrétaire général aura pour première tâche, dans le cadre d'un plan à l'échelle du système qui est encore en voie d'élaboration, d'exécuter les mandats définis dans le Programme d'action mondial, sans pour autant négliger les mandats antérieurs. Mais elle ne pourra le faire efficacement qu'à la condition de disposer des ressources humaines et financières requises et d'établir des relations directes et dynamiques avec les organismes nationaux s'occupant des questions de drogues, en vue notamment d'accroître l'aide aux petits Etats en utilisant les mécanismes multilatéraux.

55. Pour réduire la demande de drogues, élément essentiel de tout effort intégré de lutte contre l'abus des drogues, la Jamaïque a élaboré un programme de cinq ans dans le cadre duquel on relève plusieurs initiatives couronnées de succès en 1990 : organisation d'une semaine de sensibilisation de la population, tenue d'une conférence internationale à Kingston, création d'un service de désintoxication équipé en vue du traitement et de la réinsertion des toxicomanes. On prévoit aussi le lancement, avec le concours des parents, des enseignants et des membres de la collectivité, d'un grand programme d'éducation des jeunes enfants; d'autre part, on va s'efforcer d'accroître la participation aux activités de lutte contre la drogue des organisations confessionnelles et des clubs de jeunes.

56. S'agissant de contrecarrer le trafic et la production des drogues, la Jamaïque ne ménage aucun effort, tant sur le plan juridique avec une nouvelle législation aggravant les peines qui sanctionnent les activités liées à la drogue, que sur le plan économique où tout est fait pour éliminer la culture de drogues et proposer d'autres activités lucratives. En même temps, la Jamaïque renforce sa coopération avec les pays de la région et vient de resserrer ses liens avec le FNUCLAD, qui lui fournit une assistance précieuse.

(M. Walker, Jamaïque)

57. Le représentant de la Jamaïque tient, en conclusion, à saluer la contribution importante à la lutte contre la drogue qu'apporte la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Son pays n'aura de cesse que le fléau de la drogue soit éliminé; il compte que les évolutions importantes en cours à l'ONU renforceront la coopération internationale et permettront, grâce à la prompte mise en place d'une structure nouvelle intégrée, de gagner de nouvelles batailles dans la lutte contre les drogues.

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : CONSEQUENCES NEFASTES POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AU REGIME RACISTE ET COLONIALISTE D'AFRIQUE DU SUD (suite)

Projet de résolution A/C.3/44/4

58. Le PRESIDENT indique que le représentant de la Sierra Leone a révisé oralement le dernier membre de phrase du paragraphe 12 du projet de résolution comme suit : "à la lumière des recommandations que pourraient lui présenter la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social et le Comité spécial contre l'apartheid".

59. Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/45/L.4, tel qu'il a été révisé oralement.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie.

60. Par 106 voix contre 9, avec 22 abstentions, le projet de résolution publié sous la cote A/C.3/45/L.4, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté.

61. Mme OJAMAA (Etats-Unis d'Amérique), expliquant le vote de sa délégation, reconnaît que le texte du projet de résolution est plus équilibré que celui de l'année précédente car il ne demande pas l'imposition de sanctions globales et obligatoires. Toutefois, il ne rend pas compte de l'évolution positive de la situation en Afrique du Sud au cours des deux dernières années. Les Etats-Unis ne perdent pas de vue l'objectif à atteindre, à savoir l'élimination du racisme et de la discrimination raciale, notamment l'apartheid, et admettent qu'il reste encore beaucoup à faire pour parvenir à ce but. Ils n'en applaudissent pas moins les efforts déployés en Afrique du Sud pour faire évoluer la situation de façon pacifique et ne pensent pas que le projet de résolution y contribue.

62. M. TRAXLER (Italie), prenant la parole au nom des pays membres de la Communauté économique européenne, explique que l'opposition de la Communauté économique européenne au projet de résolution n'a rien à voir avec ses vues sur l'apartheid, système dont elle a toujours condamné le caractère inhumain. Si la Communauté européenne se félicite que la résolution laisse de côté la plupart des questions politiques controversées qui figuraient dans la résolution sur la même question adoptée l'an passé, elle n'en considère pas moins que le rapport mis à jour du Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (A/45/552), sur lequel cette résolution se fonde, n'est pas fiable, car les listes de sociétés et de pays qu'il contient sont inexactes et sélectives. Ce rapport passe sous silence, apparemment pour des raisons politiques, les relations commerciales que de nombreux Etats et sociétés entretiennent régulièrement avec l'Afrique du Sud. La Communauté économique européenne espère que la situation en Afrique du Sud évoluera de façon suffisamment positive pour que le mandat confié au Rapporteur n'ait plus de raison d'être, et que l'Afrique du Sud poursuivra ses efforts pour devenir une nation unie, démocratique et non raciale, où les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les citoyens soient respectés. La CEE se demande enfin s'il est vraiment nécessaire de demander au Rapporteur de présenter une nouvelle mise à jour de son rapport.

63. M. SIGURDSSON (Islande), prenant la parole au nom des pays nordiques, dit que, si ces pays se sont abstenus lors du vote sur le projet de résolution L.4, alors qu'ils sont de fervents partisans de l'élimination de l'apartheid et de la discrimination raciale en Afrique du Sud, c'est parce que celui-ci ne reflète pas les changements importants qui se sont produits au cours des deux dernières années.

(M. Sigurdsson, Islande)

à l'échelon international. Le projet ne tient pas suffisamment compte du souci d'équilibre dont ont fait preuve l'ONU et ses Etats Membres en adoptant par consensus la Déclaration des Nations Unies sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe et la résolution 44/244.

64. Les pays nordiques constatent en outre que le rapport du Rapporteur spécial ne constitue pas une base utile pour les débats de la Commission. Les listes de sociétés et de pays ayant des relations commerciales avec l'Afrique du Sud sont à leur avis incomplètes, inexactes et, dans une certaine mesure, sélectives. En outre, les pays nordiques ne sont pas convaincus de la nécessité de demander au Rapporteur spécial de présenter une mise à jour de son rapport à la quarante-septième session de l'Assemblée générale. Ils continueront par ailleurs à faire pression sur les autorités sud-africaines, notamment par des sanctions économiques, tant que des changements profonds et irréversibles tendant à abolir l'apartheid ne se seront pas produits.

65. M. TROTTIER (Canada) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote car, si elle note une certaine amélioration dans le texte du projet de résolution, elle a toujours des réserves au sujet du paragraphe 5, qui demande le maintien des sanctions contre l'Afrique du Sud jusqu'au démantèlement total du système d'apartheid, "conformément à la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe". Or, cette déclaration, à laquelle le Canada tient à réitérer son adhésion, ne demande le maintien des sanctions que jusqu'à ce que des changements profonds et irréversibles se soient produits en Afrique du Sud. C'est là une distinction très importante pour l'avenir économique de l'Afrique du Sud et l'ignorer ne peut que nuire à l'application de la Déclaration. Le Canada déplore surtout le ton très dur adopté par le Rapporteur spécial dans son rapport. Celui-ci considère que tout contact ou transaction avec l'Afrique du Sud constitue une forme d'assistance à ce pays et que l'imposition de sanctions globales est le seul moyen de mettre fin à l'apartheid. Le Canada estime pour sa part qu'aujourd'hui, compte tenu de l'évolution de la situation en Afrique du Sud, de telles sanctions ne sont plus nécessaires et auraient même des effets indésirables sur l'économie sud-africaine dont la majorité noire ne peut que pâtir. Le Canada estime en outre que le rapport du Rapporteur spécial n'a plus de raison d'être et qu'il contient même des informations inexactes. En effet, sur les 87 sociétés canadiennes qui y sont citées, six seulement continuent effectivement à entretenir des relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Le Canada encourage vivement la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à revoir le mandat du Rapporteur spécial ou à réexaminer ses priorités en s'inspirant par exemple de la revitalisation récente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 concernant la question de l'Afrique du Sud.

66. M. SEZAKI (Japon) dit que sa délégation s'est abstenue lors du vote parce que certains éléments du projet de résolution sont inacceptables. Comme les intervenants qui l'ont précédé, le représentant du Japon met en doute l'exactitude des renseignements contenus dans le rapport du Rapporteur spécial.

67. M. BURCUOGLU (Turquie) explique son abstention par le fait que si certaines améliorations ont été apportées au projet de résolution par rapport au texte de la résolution 43/92 de l'Assemblée générale, ce dernier ne reflète pas l'évolution positive qui s'est dessinée récemment en Afrique du Sud. Il rappelle par ailleurs la détermination de la Turquie de contribuer aux efforts de la communauté internationale visant à éliminer l'apartheid.

68. Le PRESIDENT annonce que la Commission a achevé l'examen du point 88 de l'ordre du jour.

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR : ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE (suite)

Projet de résolution A/C.3/45/L.7

69. Le PRESIDENT annonce que se sont joints à la liste des auteurs, outre l'Equateur, le Sénégal, Vanuatu et le Venezuela.

70. Le projet de résolution A/C.3/45/L.7 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

71. M. GVIR (Israël) rappelle, à propos du point 91 de l'ordre du jour, qu'Israël s'est vu dans l'obligation de renoncer à participer à l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Si le projet de résolution L.7 avait été mis aux voix, Israël aurait voté contre en raison de la référence implicite à la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale que contient ce projet et du fait que la Décennie est utilisée à des fins politiques contre Israël. Toutefois, parce qu'il condamne catégoriquement le racisme, la discrimination raciale et surtout l'apartheid et s'identifie à la lutte des peuples pour le droit à l'égalité et à la liberté, Israël n'a pas voulu faire obstacle au consensus sur le projet de résolution.

72. M. VAN DER HEIJDEN (Pays-Bas) dit que sa délégation a dû renoncer cette année à se porter coauteur du projet de résolution relatif au rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, les amendements qu'elle avait proposés, dans l'esprit de la résolution 1990/25 de la Commission des droits de l'homme, ayant été rejetés. Ces amendements tendaient à ce qu'une assistance financière temporaire imputée sur le budget ordinaire de l'ONU soit fournie au Comité sans préjudice de l'obligation des Etats parties à la Convention de s'acquitter de toutes leurs obligations financières.

73. M. GROLIG (Allemagne) s'est joint au consensus en raison de l'inquiétude que lui inspirent les difficultés financières que connaît le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et des répercussions négatives qu'elles ont sur ses travaux. Pour lui, la seule façon de sortir de la crise financière actuelle serait que tous les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale s'acquittent de leurs obligations financières. L'Allemagne est opposée en principe à toute solution qui suppose un

(M. Grolig, Allemagne)

accroissement de la charge financière supportée par les Etats bons payeurs. En ce qui concerne le paragraphe 7 du projet, l'Allemagne est dans l'impossibilité, en raison de ses procédures budgétaires, de se conformer aux dispositions de la résolution 1990/25 de la Commission des droits de l'homme, qui demande l'assentiment des Etats parties pour créer "un fonds pour imprévus". Si la délégation allemande s'est jointe au consensus, c'est pour laisser aux Etats désireux et capables de contribuer à ce fonds, en versant des surcontributions pour le Comité, la possibilité de le faire. Elle préférerait, quant à elle, une autre solution et c'est pourquoi elle approuve le paragraphe 8 de la résolution qui invite le Secrétaire général à explorer d'autres possibilités d'asseoir le financement futur de toutes les dépenses du Comité sur une base plus sûre.

La séance est levée à 13 heures.